



HAL
open science

Terres dévastées [Wastelands] : une géographie économique du déchet, de la coercition et de la marginalisation dans le sud-est de la Louisiane, 1890-1990

Jennifer Klein, Samantha Saïdi

► **To cite this version:**

Jennifer Klein, Samantha Saïdi. Terres dévastées [Wastelands] : une géographie économique du déchet, de la coercition et de la marginalisation dans le sud-est de la Louisiane, 1890-1990. 2023. halshs-04702364

HAL Id: halshs-04702364

<https://shs.hal.science/halshs-04702364v1>

Submitted on 23 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

3. Terres Dévastées [Wastelands] : Une géographie économique du déchet, de la coercition et de la marginalisation dans le sud-est de la Louisiane, 1890-1990.

Jennifer Klein

Traduction : Samantha Saidi

Au sud-est de la Louisiane, de Bâton Rouge à la Nouvelle Orléans, le long des rives est et ouest du Mississippi, s'étend sur près de cent-soixante kilomètres un bassin pétrochimique bien connu. Ce territoire reste pourtant hors du commun. Depuis 1890, ce site a accueilli une colonie de lépreux, un hôpital psychiatrique, plusieurs prisons, des centrales chimiques et pétrolières, des ouvrages de retenue de déchets industriels ainsi que des sites de décharge de déchets dangereux. En d'autres termes, cette région s'est construite une identité de réceptacle de la relégation et des rebuts – chimiques, médicaux et sociaux. Insister sur le fait que les entreprises capitalistes et les entreprises de l'État de Louisiane sont à la fois productrices et consommatrices de pollution et de déchets ouvre la voie à ce que les économistes appellent « les externalités » – révélant au passage que toute tentative d'établir des distinctions aussi claires échoue dès lors qu'il s'agit de prendre en compte les marchandisations multiples du déchet.

Une histoire au long court révèle les processus consécutifs par lesquels la terre, les peuples, les capitaux et le pouvoir public de Louisiane ont été rendus stériles ou inopérants malgré une réorganisation vouée à la production, l'extraction de ressources humaines et non-humaines, et à l'accumulation de capital. Mon objectif est de trouver une définition qui dépasse celle d'un territoire ayant connu deux phases majeures de production économique : les plantations de canne à sucre et l'industrie chimique de l'après Seconde Guerre Mondiale. Ce fut également un paysage social façonné par des institutions qui ont classifié, circonscrit, et utilisé les gens d'une manière bien particulière. Ces institutions ont retravaillé et étendu les formes de main-d'œuvre asservie, de spoliation, et de privation de liberté. Qu'est-ce qui fait que, dans ce lieu, les rebuts humains, chimiques et de matériaux d'une longue histoire de projets capitalistes, furent mélangés, amalgamés, et recomposés, non seulement dans les fosses de décharge de résidus chimiques à ciel ouvert, mais aussi dans l'ensemble plus vaste de son territoire ? Ce bassin est connu sous les noms de « Couloir pétrochimique » ou d'« Allée du Cancer »

1.

Ajoutons à cela que la Louisiane revêt une autre distinction notoire : celle de présenter, dès la fin du 20^e siècle, le plus haut taux d'incarcération des États-Unis, à un niveau qui dépassait largement celui du taux national. Ce qui était vrai pour les adultes, l'était aussi pour les enfants : ces deux populations endurèrent de mauvais traitements physiques persistants et de longues périodes de mise en isolement carcéral. Pendant plus d'un siècle et demi de relégation², de marginalisation, de travail forcé, et de production ou de vente de marchandises, la Louisiane élaborait toute une économie politique de l'incarcération. Ce paysage carcéral date d'avant l'industrie chimique et finit par coïncider en partie avec elle, à la fois d'un point de vue géographique et fonctionnel. Il associe une nature sacrificable à des corps sacrificables³.

C'est l'industrie chimique elle-même qui a donné naissance à une nouvelle industrie de l'évacuation et du traitement des déchets dangereux. L'étude de cas de Rollins-Purle, une des jeunes entreprises d'élimination des déchets qui a émergé dans les années 1970 (devenue depuis Rollins Environmental Services, Inc), révèle une économie politique du traitement des déchets dangereux. Une étude plus attentive des Paroisses civiles d'Iberville et de Bâton Rouge Est, démontrera ce phénomène. Ce ne sont

1 Allen, Barbara, *Uneasy Alchemy: Citizens and Experts in Louisiana's Chemical Corridor Disputes*, The MIT Press, 2003; Lerner, Steve, *Diamond: A Struggle for Environmental Justice in Louisiana's Chemical Corridor*, Cambridge: The MIT Press, 2005 ; Greene, Ronnie, *Night Fire: Big Oil, Poison Air, and Margie Richard's Fight to Save Her Town*, New York, Amistad, Imprint of Harper-Collins, 2008; Misrach, Richard, et Orff, Kate, *Petrochemical America*, Aperture, 2014; Houck, Oliver, « Save Ourselves : The Environmental Case That Changed Louisiana », *Louisiana Law Review*, vol. 72, n° 2, Winter 2012, p. 409-442. Steve Lerner utilise en général le terme de « zones sacrifiées » (« sacrifice zones ») : Lerner, Steve, *Sacrifice Zones : The Front Lines of Toxic Chemical Exposure in the United States*, Cambridge, The MIT Press, 2012. Pour une publication théorique récente et une étude empirique sur les déchets, voir le hors-série « Labor and Waste », *International Labor and Working-class History*, n° 95, Spring 2019.

2 NDLT : *Expulsion* désigne tantôt l'expulsion vers un autre lieu, tantôt la réception des personnes expulsées. Il a été traduit par *relégation*. Pour *confinement* (isolement, réclusion, étouffement) nous avons conservé *confinement* en français pour insister sur un univers clôt, pollué et irrespirable. *Confinement cell* est traduit par *cellule d'isolement*.

3 Prison Policy Initiative, « Louisiana Profile », <<https://www.prisonpolicy.org/profiles/LA.html>>, consulté le 22 novembre 2019. Human Rights Watch Children's Rights Watch, « Children in Confinement in Louisiana », US : Human Rights Watch, 1995, <<https://www.hrw.org/legacy/reports/1995/Us3.htm>> consulté le 22 novembre 2019. Gelb, Adam, et Compa, Elizabeth, « Louisiana No Longer Leads Nation in Imprisonment Rate : Louisiana Drops to No. 2 [2018] ». Pew Charitable Trusts, <<https://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/articles/2018/07/10/louisiana-no-longer-leads-nation-in-imprisonment-rate>>, consulté le 22 novembre 2019.

pas seulement les rivières et les zones humides du sud-est de la Louisiane qui devinrent des sites de déchets toxiques, mais aussi l'ensemble des gisements de sel de ses sous-sols. C'est ainsi que ces entreprises instaurèrent le sud-est de la Louisiane comme le réceptacle à déchets dangereux du reste des États-Unis.

Paysages

L'ordre de la plantation fut sciemment reconfiguré en un nouveau paysage socio-économique après la Seconde Guerre Mondiale, permettant ainsi aux entreprises chimiques et pétrolières de mettre en place un pouvoir managérial et de s'assurer une prérogative sur leur domaine intérieur et l'environnement extérieur. L'industrie chimique a des racines profondément ancrées dans ce territoire depuis la Seconde Guerre Mondiale, rendant certains de ses matériaux, comme le caoutchouc synthétique et le nylon indispensables à l'usage militaire. En 1946, La Louisiane modifia sa constitution par amendement afin d'octroyer une exonération fiscale de dix ans sur les impôts fonciers et *ad valorem* (étatiques, paroissiaux et municipaux) à toutes les sociétés locales ou extérieures qui s'installaient dans l'État. De plus, à chaque nouvelle progression de capital, les sociétés avaient la possibilité de solliciter une extension d'exonération fiscale de cinq à dix années supplémentaires. La juridiction de ce précieux petit cadeau politique – proclamé comme la « Loi du droit au profit » – allait être confiée au Conseil au Commerce et à l'Industrie de Louisiane [*State Board of Commerce and Industry BCI*⁴]. Pendant les quatre décennies à venir, ce Conseil au Commerce et à l'Industrie désigné par le gouverneur, allait consolider son contrôle sur tous les aspects de ladite loi du « Droit au profit ». Il envoyait des recruteurs⁵ du secteur de l'Industrie aux quatre coins du pays pour appâter des entreprises vers la Louisiane, étudiait les demandes d'exonération fiscale, délivrait les remises d'impôts, et accordait aux entreprises des prérogatives débridées dès leur installation. Les membres de ce Conseil continuèrent à officier au mépris du renouvellement électoral. Le Conseil opérait sans contrôle, sans régulation, et sans rendre de compte ni à la législature d'État, ni aux paroisses civiles où les entreprises s'installaient, ni à leurs électeurs·trices* ou résidant·es⁶.

4 NDLT : Les noms originaux des organismes sont gardés en anglais entre crochet pour chaque première occurrence.

5 NDLT : L'accord au masculin désignera une majorité d'hommes. Celui au féminin, une majorité de femmes. L'inclusif (encerclé-es) ou les formulations épicènes seront utilisées pour parler des deux en proportion égale ou indéterminée. Pour la période étudiée, les décideurs étant majoritairement des hommes, le masculin sera utilisé.

6 State Board of Commerce and Industry, What Has Louisiana Done for Business and Industry Lately ? Voted into its Constitution Industry's Right to Profit Law!, P.79-297, 8869, A-P-1, Boîte 1. BCI, Why Industry Moves to Louisiana, s. d. Tous ces documents peuvent normalement être consultés dans les boîtes 1-5, au Louisiana State Archives (ci-après, LSA), Bâton Rouge, Louisiane.

Des années 1950 aux années 1980, les entreprises qui souhaitaient se délocaliser en Louisiane devaient déposer un formulaire d'application standard auprès du Conseil. Très majoritairement, celles qui entreprirent cette démarche étaient des entreprises pétrochimiques, pétrolières, métallurgiques, ainsi que des sociétés gazières. Le formulaire comprenait une section invitant l'entreprise à identifier les trois raisons qui les poussaient à s'installer en Louisiane. De façon systématique, toutes les entreprises invoquaient les trois raisons suivantes : les exonérations fiscales promises ou « la situation fiscale avantageuse » (parfois les deux étaient mentionnées), l'accès aux ressources primaires, l'abondance en eau et l'usage du fleuve. Elles mentionnaient parfois « l'offre de main d'œuvre avantageuse » – par exemple « l'offre de main d'œuvre attractive ». Au début des années 1970, le Conseil avait déjà reçu près de cinq-mille demandes d'exonération fiscale⁷.

Il est à noter que dans les archives des dossiers déposés on ne retrouve aucun cas de refus d'exonération fiscale. En général, les dossiers n'étaient pas non plus rejetés lorsque l'entreprise demandait, au bout de dix ans, une extension de remise d'impôts. Aussi petite que soit la progression de capital d'une entreprise – et même si celle-ci n'avait généré aucun nouvel emploi, ou seulement un nombre restreint d'emplois – le Conseil acceptait toutes les demandes de prolongation. Les firmes les plus rentables du pays bénéficièrent de ces faveurs fiscales, comme par exemple : Allied Chemical, Dow Chemical, DuPont, Shell Oil, Shell Chemical, Olin Mathiesin Chemical, Kaiser Aluminum, American Cyanamid, Hercules, Union Carbide, Uniroyal, Texaco, Humble Oil & Refining, Exxon. Par exemple, en 1965, Texaco reçut une remise d'impôt à hauteur de soixante-quinze-millions de dollars, pour une nouvelle raffinerie à construire dans la Paroisse de Saint-Jacques [St. James Parish]. Le montant total des cadeaux fiscaux accordés par le Conseil cette année-là atteignait quatre-cent-quatre-vingt-millions de dollars. Un an plus tard, en novembre 1966, l'ensemble des dépenses atteignait quatre-cent-quatre-vingt-seize-millions-et-cinq-cent-mille dollars. Enjay Chemical Co, installé à Baton Rouge Est, reçut une remise d'impôt de plus de vingt-cinq-millions de dollars en 1971, alors qu'elle avait déjà obtenu une exonération fiscale de plus de vingt-cinq-millions de dollars en 1966⁸. Au même moment, Borden Chemical, Dow Chemical, Ethyl Corp., Monochem, Rubicon,

⁷ Pour les dossiers de demandes d'exonération d'impôts déposées à la Chambre de Commerce et d'Industrie lire : Applications in State Board of Commerce and Industry Records (ci-après, BCI), P79-297, 8869, A-P-1, Boîte 1, et P8873, A-P-5, Boîte 5, LSA. Tandy Shermer, Elizabeth, *Sunbelt Capitalism: Phoenix and the Transformation of American Politics*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2013; Friedman, Tami, « Exploiting the North-South Differential : Corporate Power, Southern Politics, and the Decline of Organized Labor After World War II », *Journal of American History*, 95/2, 2008, p. 323-348.

⁸ « Latest Tax Exemptions on Industry Bring Total Past Last Year's Mark », Baton Rouge Morning Advocate, Nov. 17, 1966, p. 20A. Le fait que les réponses à ces demandes d'exonération puissent être considérées comme un effort de "relations publiques" fut débattu à la réunion du Conseil au Commerce et à l'Industrie de décembre 1970. « Public Relations Analysis and Proposal », 1979, BCI Records, P79-279, 8873, Boîte 5, Dossier : Board Meeting Executive Minutes, 12/9/1970, LSA. « Latest Tax Exemptions on Industry Bring Total Past Last Year's

DuPont, et plein d'autres entreprises sollicitèrent un prolongement de leurs abattements fiscaux tout en signalant de façon explicite qu'elles ne créeraient aucun nouvel emploi – contredisant ainsi les déclarations des programmes de relance de l'État qui persistaient à dire que de telles mesures d'incitation menaient à de « la création d'emploi ». De la même manière, les entreprises internationales comme BASF ou Ciba-Geigy Corp bénéficièrent aussi largement de cette profusion d'allègement fiscaux⁹. Dans les années 1970, après la création de l'Agence pour la Protection de l'Environnement (EPA [Environmental Protection Agency]), et de l'Administration pour la sécurité et la santé professionnelle (OSHS [Occupational Safety and Health Administration]), certaines entreprises sollicitèrent même des crédits d'impôt sur l'équipement de sécurité qu'elles devaient désormais mettre en place, obligeant ainsi la population à subventionner ce qui aurait dû faire partie des dépenses courantes. Aucun législateur, aucun Jury de Police des paroisses civiles de Louisiane (le corps gouvernant du comté¹⁰), ni aucune autre formation politique ne parvint à contrebalancer ce pouvoir et à mettre fin à ces cadeaux fiscaux. On avait littéralement affaire à une loi de la terre (*lex terrae*), farouchement défendue par le Conseil, et cela allait avoir des conséquences profondes : structurelles, politiques et écologiques.

Après la Seconde Guerre Mondiale, les usines de la Louisiane commencèrent à produire les intrants chimiques qui allaient alimenter l'industrie plastique, le caoutchouc et les fibres synthétiques. L'approvisionnement du gaz en abondance et à bon marché incitait de plus en plus le développement de l'industrie chimique. La région bénéficiait aussi de matières premières en grandes quantités, comme le sel et le soufre. Plus de cent-trente installations chimiques et de raffineries de pétrole vinrent s'établir sur les deux rives du Mississippi, traversant en partie près d'une douzaine de paroisses de l'État. Le secteur s'est développé, jusqu'à ce que tous les éléments de base de l'industrie, près de deux-cents produits chimiques différents, soient produits dans le sud-est de la Louisiane (LA). Si on ajoute aux produits pétrochimiques, les produits chimiques inorganiques, les fertilisants, les matières premières plastiques et résines, caoutchouc et élastomères, et d'autres substances chimiques, la région produisait un-cinquième des produits pétrochimiques des États-Unis¹¹. Au bord du fleuve, quarante-deux mille kilomètres de pipe-line

Mark », *Baton Rouge Morning Advocate*, 16, Nov. 1966. « \$74.8 Million in Projects Get State Exemptions », *Baton Rouge Morning Advocate*, 14 April 1971, p. 16A. « Industry Board Okays Number of Exemptions », *Baton Rouge Morning Advocate*, 10 Sept. 1971, p. 13A.

⁹ « Tax Exemption Applications to the Board of Commerce and Industry », BCI, P79-297, 8869, A-P-1, Boîte 1, et 8873, A-P-5, Boîte 5, LSA. « Proposed Questions and Answers for Tax Exemption Brochure », Acc. P79-279, Boîte 5, Dossier : 17-18 Feb 1971.

¹⁰ NDLT : Parish Police Jury : gouvernement législatif et exécutif des paroisses civiles, dont les membres sont élus par les électeurs et électrices et dont le nombre varie de 3 à 15.

¹¹ Kirsopp, Donald E., « Product Line Expansion in the Chemical Industry Along the Mississippi River in Louisiana », *Chemical Industry Study, Resource Development Project*, Louisiana Department of Commerce and Industry, septembre 1969, State Library of Louisiana. *Petrochemical Targets Study for Louisiana*, 1983, State of

« et tout un réseau de canaux [qui] coupaient à travers les pâturages et les terres marécageuses » facilitaient le transport¹². Le couloir chimique de la Louisiane était bel et bien en place¹³.

La culture de la propriété foncière – héritage d'une histoire qui remonte de la colonisation française jusqu'à la Reconstruction post-Guerre de Sécession, en passant par la société esclavagiste d'avant-guerre – a sous-tendu l'émergence de l'économie pétrochimique. Au cours du 19^e siècle lorsque l'agriculture sucrière prit le dessus, on trouvait dans ces paroisses fluviales la plus grande concentration de propriétés foncières, les plus importants détenteurs d'esclaves, la part prépondérante de récolte sucrière du pays, en une accumulation de richesses qui put se traduire en pouvoir politique. Ce sont ces paroisses qui allaient devenir les places fortes de la puissante industrie pétrolière et pétrochimique. Les sociétés chimiques et pétrolières rachetèrent les plus belles plantations, celles qui donnaient sur le fleuve et dont la « Maison du maître » étaient reconverties en bureaux empreints de nostalgie pour la grandeur passée de la haute société plantocratique. Le Conseil au Commerce et à l'Industrie de Louisiane, les Chambres de Commerce, et les sociétés élurent ainsi domicile au sein d'un paysage socio-historique bien particulier. Vantant les mérites de la « Côte d'or pétrochimique » louisianaise, un dépliant publicitaire soulignait de façon rassurante :

« Heureusement, les tours et les cuves d'acier qui s'amassent sur les rives du bas Mississippi n'ont rien changé à la « saveur » essentielle de la Louisiane. On y trouve toujours cette douce révérence envers le passé. Et on y aperçoit, encore, l'allure familière des cyprès chauves recouverts de mousse espagnole, les plantations d'avant-guerre, les champs de canne à sucre et le charme des Bayous. »¹⁴.

Il ne fait aucun doute que l'histoire a façonné la nouvelle économie, tout en éludant commodément la question de la coercition. Sur les terres de ces demeures d'avant-guerre, autrefois majestueusement alignées le long de la Scenic Highway et de la River Road, s'installèrent les usines chimiques. DuPont Chemicals s'installa sur le site des Plantations de Belle Pointe et de Sunnyside. Beker Industries Corporation, qui traite l'acide sulfurique, l'acide phosphorique et le Phosphate de diammonium, emménagea à Hahnville, autrefois un village indien du nom de Quintassa devenu ensuite les Plantations de Hahn Sugar et de Flagg Home. Après que Union Carbide eut racheté la Plantation Star, l'équipe managériale fit ses quartiers dans l'ancienne demeure du domaine. Freeport Chemicals et Mosaic Agrico partagèrent

Louisiana. Louisiana Directory of Petrochemical Industries, Homesite Company. Raymond Edgar Shanefelt, « The Baton Rouge-New Orleans Petrochemical Industrial Region : A Functional Regional Study », Vol. 1, Ph. D. Dissertation, Louisiana State University, 1977, p. 20.

¹² Misrach, Richard, et Orff, Kate, *op. cit.*, p. 6.

¹³ Allen, Barbara, *Uneasy Alchemy. Op. cit.* ; Misrach, Richard, et Orff, Kate, *op. cit.* ; Greene, Ronnie, *Night Fire : op. cit.*

¹⁴ Petro-Chemical Gold Coast, Automne 1970, P79-279, 8873, A-P-5, Boîte 5, Dossier : Board Meeting Executive Minutes, 9 Dec. 1970, LSA.

l'ancienne Plantation de l'Oncle Sam, tandis qu'Hercule Chemical faisait construire son usine à Plaquemine, terre ancestrale de Chitimacha¹⁵.

Une autre dimension importante de la réorganisation de la géographie sociale des plantations d'après-guerre-civile fut la redistribution effective de terres aux affranchis par le Bureau états-unien des Affranchis [*U.S. Freedmen's Bureau*]¹⁶, et la politique de Reconstruction en Louisiane, comparativement radicale, qui facilitèrent également un marché basé sur le travail salarié plutôt que sur le métayage. La terre prit le motif d'un échiquier alternant de vastes plantations aux mains des Blancs, et de petites propriétés afro-américaines, des villes-libres ou communautés d'affranchi-es. Parmi les villes-libres afro-américaines qui furent inéluctablement aspirées par l'économie de la chimie on trouve Geismar, Diamond, Sunshine, Morrisonville, Alsen, and Scotlandville, où habitent encore les descendants et descendantes d'esclaves affranchi-es. Ces communautés étaient en général des secteurs non constitués en municipalités. Dans les années qui suivirent l'arrivée de l'industrie chimique, en particulier dans les années 1950 et 1960, rares étaient les habitant-es afro-américain-es de la région inscrit-es comme électeurs-trices. Ces deux phénomènes expliquent pourquoi les habitant-es manquèrent de moyens ou de pouvoir pour influencer les questions d'urbanisme et d'usage des terres. Ces communautés afro-américaines furent bientôt encerclées ou occupées par des agrégats d'usines de l'industrie chimique¹⁷.

Confinement toxique

Alors que l'esclavage de biens mobiliers avait été aboli par la Guerre de Sécession et la Reconstruction, le paysage des plantations du bas Mississippi fut néanmoins reconfiguré en territoire de relégation, de confinement et de coercition. On s'appropriâ les plantations de canne à sucre pour en faire de nouvelles institutions qui recomposaient une alliance entre perte de liberté et main d'œuvre asservie. Tandis que ces mécanismes se mettaient en place dans toutes les paroisses du bord du fleuve, une étude attentive des Paroisses de Saint-Gabriel et de la Paroisse d'Iberville montre un développement et un approfondissement du décor carcéral toxique.

En cherchant à reléguer les patient-es de la lèpre hors de la Nouvelle-Orléans, le Bureau Louisianais pour la Lèpre [*Louisiana Leper Board*] fit, en 1894, l'acquisition de Woodland, une plantation d'avant-guerre. Fondée sur le modèle de la colonie française, sa maison faisait face à la Rive est du Mississippi et, derrière elle, son domaine s'étendait à travers les marais jusqu'à des terres plus asséchées. En pratique,

15 <<http://www.stcharlesgov.ne/departments/economic-development-and-tourism/parish-history>>

16 NDLT : Le nom complet en français de U.S. Freedmen's Bureau est « Bureau des réfugiés, des affranchis et des terres abandonnées ».

17 Misrach, Richard, et Orff, Kate, *op. cit.*, p. 115 ; Allen, Barbara, *Uneasy Alchemy. Op. cit.* De façon plus générale voir Bullard, Robert, *Dumping in Dixie : Race, Class, and Environmental Quality*, 3rd ed., Westview Press, 2000.

on a continué à associer ce site à son ancienne attribution (et ainsi à une étape antérieure de dépossession et coercition) : le Camp Indien, un village et lieu d'échanges des indiens Houmas. Installé à Carville, dans la Paroisse d'Iberville, l'hôpital devint une institution d'État : la Maison pour les lépreux de Louisiane [*Louisiana Home for Lepers*]. Après 1920, il devint un hôpital fédéral, le Centre pour la maladie de Gillis Long Hansen [*Gillis Long Hansen's Disease Center*], le seul hôpital jamais dédié à cette maladie sur le sol états-unien. Jusqu'aux années 1920, les résident-es furent logé-es dans les anciennes cabanes d'esclaves, tandis que les nones qui les assistaient vivaient dans le manoir de la plantation, et que la ségrégation raciale y était maintenue de façon stricte. On avait simplement remplacé un lieu de réclusion et de servitude par un autre¹⁸.

Une fois que le diagnostic et l'ordre de quarantaine tombaient, les personnes atteintes étaient placées à Carville indéfiniment. Les shérifs des environs furent assermentés pour pouvoir arrêter toutes les personnes qui fuguait de l'hôpital et les emprisonner jusqu'à ce que le personnel vienne les chercher ou qu'on les renvoie à l'hôpital, où on les enfermait dans un bâtiment de détention pour une période d'isolement punitif¹⁹. Une fois que les patientes et patients mettaient le pied à l'hôpital, leur exclusion sociale était totale. Non seulement on les poussait à rompre le contact avec leur famille et leur communauté d'origine, mais on considérait leur stigmatisation et leur statut de paria de façon si radicale, que l'institution les dépouillait de leur nom - pour leur attribuer des numéros de patient-e²⁰. Pendant des décennies, l'absence de téléphone les coupa de toute communication orale avec l'extérieur. Ils et elles perdirent tous leurs droits civiques : droit de vote, pensions de guerre, droits maritaux et parentaux, ainsi que leur liberté de mouvement²¹. On

18 Gaudet, Marcia, *Carville : Remembering Leprosy in America*, Jackson : University Press of Mississippi, 2004. Kalish, Philip, « Lepers, Anachronisms, and the Progressives : A Study of Stigma of Leprosy », *Louisiana Studies*, 7/3, 1973, p. 489-531. Manes, Christopher, « Regarding Carville : The Letters of Norbert and Edmond Landry », *Louisiana History*, 44/3, 2003, p. 325-328. Martin, Betty, *Miracle at Carville*, New York, Image Books, 1950; Stein, Stanley, *Alone No Longer : The Story of a Man Who Refused to Be One of the Living Dead*, Carville, The Star, 1963; Mizell-Nelson, Michael, « Treated as Lepers : The Patient-Led Reform Movement at the National Leprosarium, 1931-1946 », *Louisiana History*, 44 :3, 2003, p. 301-324; Reeves, Sally, et Reeves, William, « Carville : A Century's Worth of Miracles », *Louisiana Life*, Winter 1993-94, p. 46-51.

19 Dépositions sous serment et mandats d'arrêt dans les archives : Louisiana Leper Home Records, MSS 2515, Séries II, Legal Documents, Boîte 1-3. Sur le règlement hospitalier et les pratiques hospitalières, voir : General Correspondence, MSS 2515, Boîte 1. Des histoires orales sont également proposées au musée Carville Museum.

20 Gaudet, Marcia, *Carville. Op. cit.*, p. 28. Témoignage de Stein dans *The Secret People*, Documentary, Director and Producer John Anderson, 1999. Stein, Stanley, *op. cit.*

21 Moran, Michelle, *Colonizing Leprosy : Imperialism and the Politics of Public Health in the United States*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 2007, p. 99; Wilhelm, John, et Squires, Sally, *Triumph at Carville*,

avait coupé la plupart des interné·es de la vie extérieure depuis si longtemps, qu'ils ou elles n'y bénéficiaient plus d'aucun cercle d'entraide. Par conséquent, bien que les quarantaines obligatoires prissent fin en 1957 grâce au développement du traitement de la Maladie de Hansen²², la majorité des interné·es choisirent de rester²³. De 1991 à 1994, le Bureau fédéral des prisons [U.S. Bureau of Prisons] y expérimenta l'incarcération de prisonniers fédéraux, là, au beau milieu des personnes atteintes de la Maladie de Hansen²⁴.

D'autres institutions de relégation et d'enclosure²⁵ prirent racine sur les restes de l'économie de la plantation de cette ceinture sud-est de la Louisiane (certaines continuèrent sous une forme légèrement modifiée). Elles incluaient les prisons, « les écoles de correction », les hôpitaux psychiatriques (l'Hôpital d'État de Louisiane Est et l'Hôpital Sud-Ouest pour les Maladies Mentales [*East Louisiana State Hospital and the Southeast Hospital for the Mentally Ill*])²⁶, rassemblés sous une même juridiction d'État, le Conseil des Institutions [*Board of Institutions*], appelé plus tard le Département des Institutions [*Department of Institutions*]. Jusqu'en 1969, moment où la Louisiane finit par établir un Département des Services Correctionnels dédié [*Department of Corrections*]²⁷, l'État les considéra comme une seule et même institution. Ces institutions font le lien entre le procédé d'enclosure des terres et les méthodes d'isolement, de maintien de l'ordre, de surveillance, et, dans le cas des prisons et des écoles de réforme, de travail forcé.

A une quinzaine de kilomètre de Carville on trouve la *Prison Agricole de Saint-Gabriel*, [*Saint-Gabriel Prison Farm*] qui fait partie du Pénitencier de l'État de Louisiane [*Louisiana State Penitentiary*]. Le Pénitencier d'État Angola [*Angola State Penitentiary*], bien connu pour son nom attribué en raison des nombreux et nombreuses esclaves originaires d'Angola en Afrique, est établi sur une plantation. Il est situé sur les terres de l'ancien village des Indiens Houmas au nord-est de Baton Rouge. Avec l'annexion de huit-

Documentary, 2005. Témoignage du Dir. John Wilhelm et entretien de J.P. Harris dans *The Secret People* ; LeBeaux, D.J., *Love Me, Somebody : The Autobiography of D.J. LeBeaux*, NY : Vantage Press Inc., 1985.

22 Moran, Michelle, *op. cit.*, p. 127.

23 Wilhelm, John, et Squires, Sally, *The Secret People. Op. cit.* ; Gaudet, Marcia, *Carville, op. cit.*

24 *Ibid.*, 18.

25 NDLT : L'anglicisme enclosure est conservé ici pour respecter le parallèle fait avec le concept décrivant le système de réenclosure des parcelles, développé à partir du 16^e en Angleterre privant les travailleurs du bénéfice des terres communes ou communs.

26 Louisiana Senate Bill No. 272, Senators Richardson and Gardiner, Louisiana State Library. Annual Report of the Department of Institutions, State of Louisiana, July 1, 1964 to June 30, 1965, p. 31-34, State Archives of Louisiana, Baton Rouge, LA.
<http://www.asylumprojects.org/index.php?title+Southeast_Louisiana_State_Hospital>

27 NDLT : Département de la sécurité publique et des services correctionnels de Louisiane : Louisiana Department of Public Safety & Corrections, plus souvent appelé Louisiana Department of Corrections.

cent-quatre-vingts hectares de terrain de cannes à sucre à Saint-Gabriel (appartenant aux premières installations coloniales françaises et espagnoles), la Paroisse d'Iberville devint une extension du camp de détention pour les hommes prisonniers afro-américains. Tant en intention qu'en pratique, le pénitencier fonctionnait comme une plantation. Les prisonniers d'Angola et de Saint-Gabriel, transportés sur des barges fluviales, passèrent leur vie à cultiver le coton et à couper de la canne à sucre - les deux cultures esclavagistes de la Louisiane, et ce fut le cas jusque dans les années 1970²⁸.

Avec une surpopulation et une brutalité qui atteignaient des niveaux dramatiques dans la prison d'Angola, le Conseil des Institutions décida de délocaliser les prisonnières de la Division des Femmes dans la prison en déclin de la Prison Agricole de Saint-Gabriel jusqu'en 1961. Avec cette nouvelle mission Saint-Gabriel renfermait des prisonnières blanches et noires dans des dortoirs ségrégués. Mais ni le Pénitencier de l'État de Louisiane ni le Conseil des Institutions n'apportèrent d'amélioration aux installations matérielles vétustes de Saint-Gabriel. Les femmes firent l'expérience d'une détérioration significative de leurs conditions de vie et d'une surpopulation qui s'intensifiait avec le temps. Même les fonctionnaires de Louisiane décrivaient ce lieu comme « un établissement de misère », si « déplorable » qu'il posait un risque de santé avéré ». Tout au long de cette décennie, il n'y eut ni installation médicale, ni personnel médical sur le site. Les femmes aussi durent affronter la brutalité des passages à tabac et les confinements extra-punitifs « au trou »²⁹. Les anciennes prisonnières, les journalistes et les fonctionnaires d'État appelaient ces détenues « les femmes oubliées »³⁰.

Au lieu du travail agricole, à Saint-Gabriel on leur choisit un travail déjà genré au féminin et on mit en place une usine de tissus. L'usine textile de Saint-Gabriel produisait vêtements et produits textiles pour les écoles de correction et de redressement surveillées, les institutions pénales et hôpitaux de Louisiane, les prisons paroissiales et les centres de réinsertion. Les prisonnières confectionnaient ainsi les vêtements des détenues de toute la Louisiane, les uniformes pénitentiaires de toutes ses institutions et prisons

28 Corrections/Board of Institutions Records. Report to the Director of the Board of Institutions, May 18, 1954, P88-177, Boîte 1, Dossier : 13176. Report of the Director of the Board of Institutions, Oct. 21, 1960, Boîte 1, Folder : 13176, State Archives of Louisiana, Baton Rouge, LA. State of Louisiana Department of Institutions Annual Report 1961-1962, 26, State Library of Louisiana, Baton Rouge, LA. Sur les prisons et le travail de la plantation, voir Perkinson, Robert, *Texas Tough : The Rise of America's Prison Empire*, New York : Metropolitan Books, 2010.

29 Annual Report of the Board of Institutions, 1965-1966. Louis Sowers to Dr. Bernard Sliger, May 23, 1969, Acc. P83-580, Boîte 7652, Dossier : Divisions of Administration, 1969, State Archives. David Wade to Mrs. Mary Evelyn Parker, Commissioner of Administration, June 1967, Boîte 7652, Dossier : Divisions of Administration, 1969, State Archives. A Report to the Governor by the Department of Institutions, Oct. 15, 1968, Acc. P83-580, Boîte 7652, Dossier : Governor McKeithen, State Archives. Clarence Doucet, "Suit by Women Inmates Upheld," Times-Picayune, 2 Oct. 1971.

30 « Prison Study Lists Women as Forgotten », 27 April 1972. Kathleen Mulvhill, « It's Home for Women Prisoners », Times-Picayune, 29 Nov. 1981.

paroissiales, ainsi que des draps, des taies d'oreiller, des serviettes, des couvertures, des blouses de chirurgiens, des peignoirs, des pyjamas, des robes de nuits achetés par les hôpitaux de l'État et des housses de matelas amovibles. L'usine fut agrandie lorsque les femmes furent délocalisées dans une prison moderne en 1974, la Maison de Correction pour Femmes de Louisiane [*Louisiana Correctional Institution for Women* LCIW], à la frontière de Saint-Gabriel et de Geismar, une communauté noire historique. Une nouvelle prison pour hommes, la Maison de Redressement d'Elayn Hunt [*Elayn Hunt Correctional Facility*], ouvrit à Saint-Gabriel en 1979 : Hunt dirigeait ses propres productions de produits chimiques en faisant fabriquer aux prisonniers des désinfectants et des produits de nettoyage³¹.

Juste un peu plus haut, en remontant le fleuve au nord de Saint-Gabriel, on trouvait l'École Industrielle d'État pour les Jeunes Personnes de Couleur [*State Industrial School for Colored Youth* SISCY], aux abords des quartiers de Scotlandville et Alsen à l'est de Bâton Rouge, au bord de l'autoroute 61. Ce lieu ouvrit ses portes en tant que centre de détention pour garçons et filles, localisé sur l'ancienne Plantation de Loveland³². Malgré ce que son nom pourrait laisser croire, SISCY était une institution carcérale. La seule possibilité de quitter les lieux était d'obtenir une libération conditionnelle, pour bonne conduite, ou d'atteindre la majorité civile. Les taux d'occupation augmentèrent constamment à partir de son ouverture en 1946. Les mineur-es étaient ici aussi soumis-es au travail forcé, y compris au travail dans les champs de canne à Sucre, ou dans une conserverie. SISCY était dans un état de délabrement extrême avec ses « dortoirs rustres » et des sévices infligés de façon arbitraire³³. En 1969, une cour fédérale donna l'ordre de l'intégration raciale à SISCY mais, dans les faits, les juges évitèrent d'envoyer la jeunesse blanche dans cette institution.

Dans les années 1970, le Département des Services Correctionnels de Louisiane remplaça la SISCY par le Centre Correctionnel de Jetson pour la Jeunesse [*Jetson Correctional Center for Youth*], situé à Bâton Rouge / Baker, un peu loin sur la Senic Highway (où se trouvent également une zone de production chimique et l'usine de traitement de déchets de Rollins). Jetson avait une capacité d'accueil de prévenu-es bien plus conséquente, et quatre fois plus de *confinement cells*, c'est-à-dire de cellules d'isolement³⁴. Bientôt la Louisiane détint plus de prisonnier-es mineur-es que tout autre État aux États-Unis, tandis que le

³¹ Annual Report 1961-962. Annual Report 1968. Annual Report 1970-7. Report to the Governor. David Wade to Mr. W.H. Kilpatrick, Chair, Board of Industries, Dec. 4, 1967.

³² East Baton Rouge Police Digest, June 1945, East Baton Rouge Parish Library On-line Archive. State of Louisiana Department of Institutions Annual Report 1960-61, p. 43, State Library of Louisiana.

³³ State of Louisiana, Department of Institutions Annual Report 1961-1962, p. 68-69. A Report to the Governor by the Department of Institutions, Oct. 15, 1968, Acc. P83-580, Boîte 7652, Dossier : Governor McKeithen, Louisiana State Archives.

³⁴ Board of Institutions, Minutes of Meeting, May 11, 1964, Boîte 1, 131-P88-177, State Archives. « New Training School for Negroes Sought », *State-Times*, 12 Jan. 1966. Betsy Halstead, « School' Prepares Youths for Bigger Things—Angola », *New Orleans Times-Picayune*, 23 June 1970.

principal établissement prévu à cet effet était progressivement encerclé d'activités pétrochimiques se développant sans aucun contrôle : un immense centre de traitement des déchets, et des fosses de décharge de déchets industriels à ciel-ouvert.

Les industries chimiques, pétrolières, et pétrochimiques se développèrent autour de ces établissements carcéraux. Leur main d'œuvre devint une composante importante d'un Programme d'Industrie Pénitentiaire systémique, en perpétuelle croissance, et qui se diversifia dans les années 1970 et 1980. L'État loua des terres aux compagnies chimiques, pétrolières et gazières, en les autorisant à faire construire des pipelines qui traversaient les terrains de la Prison de Saint-Gabriel. L'incarcération des femmes, des enfants et des hommes les confinait justement dans des lieux qui, rapidement, furent identifiés aux risques chimiques. Le paysage carcéral allait intensifier l'expérience multidimensionnelle de la toxicité.

Croissance de l'Empire chimique de la Paroisse d'Iberville et dégradation du royaume

En l'espace de deux décennies, Saint-Gabriel et la rive est de la Paroisse d'Iberville devinrent une industrie chimique dont on louait la réussite. Les entreprises qui s'installèrent à Saint-Gabriel comprenaient une entreprise suisse CIBA-Geigy Corp, Stauffer Chemicals, Kaiser Aluminum and Chemical, Allied Chemical, Apex Oil & Syngenta. Régulièrement, les habitant-es et les journalistes observaient avec inquiétude cette « flamme qui s'allume dans le ciel au-dessus de Saint-Gabriel », visible à des kilomètres à la ronde³⁵. Saint-Gabriel était installé entre deux communautés afro-américaines historiques : Sunshine and Geismar. Dans les années 1960 et au début des années 1970, Geismar aussi fut rapidement envahie d'entreprises comme BASF, Borden Chemical, Rubicon Chemicals, Shell Chemical, Uniroyal et tant d'autres³⁶. Un pôle entoura bientôt Carville également. Une carte récente montre une douzaine d'usines installées autour de la Maison de Correction pour Femmes de Louisiane [LCIW], dans un périmètre compris entre un et quatre kilomètres.

Les politiciens offrirent aux usines pétrochimiques des prérogatives managériales uniques et des ressources publiques gratuites, et ce, sans que leurs pratiques ne puissent être endiguées. La relégation et le déchet étaient des nécessités centrales pour l'exploitation des usines de pétrochimie, et, collectivement, elles produisirent des millions de tonnes de déchets dangereux. Des années 1950 à 1980, pendant la plus grande période de croissance industrielle de la région, 97% des déchets dangereux furent abandonnés sur des terrains de différents types à l'intérieur des terres, dont la plupart étaient non traités et non contrôlés. Ceux-ci comprenaient des décharges, des fosses de décharge de déchets industriels, des bassins de retenue, des bassins de stockage, des puits d'injection, des dômes salins, et aussi des caves souterraines. On retrouvait tous ces types de sites dans la Paroisse d'Iberville. Que ce soit au-dessus du sol ou en sous-sol, ils n'étaient plutôt pas ou mal protégés. Ces sites n'entreprirent jamais d'études

³⁵ « Growing, Growing », State-Times, Jan. 11, 1968. « Oil Waste Fire Flares in Area », State-Times, Jan. 7, 1967.

³⁶ Louisiana Chemical Association, Louisiana Chemical Industry Directory, 1980-1982, State Library of LA.

d'impacts sur la santé des habitant·es, l'eau potable, ou sur l'environnement en général. Les déchets industriels existaient principalement sous forme liquide, mais aussi de boue, de scories, de gaz³⁷. Une quantité significative de ces déchets fut rejetée dans les courants et les marais, avec l'hypothèse qu'elle serait absorbée ou charriée jusqu'à la mer grâce au fleuve. L'État ne possédait quasiment aucune information sur les itinéraires de transport de certains résidus chimiques, les sites d'élimination des déchets, ou sur ce qui avait été déchargé dans tel ou tel site. Il ne disposait pas non plus de code de réglementation adapté. Par ailleurs, les institutions de Louisiane ne tenaient aucun registre systématique des sites de déchets industriels à l'abandon.

En Louisiane, il existait bien un Département des Ressources Naturelles [*Department of Natural Resources*, DNR], mais cette institution restait sous emprise. Elle gardait décidément une attitude de déférence à l'égard des corporations, en permettant en général aux abominables pratiques d'évacuation des déchets de se répandre littéralement. La DNR mit en place un timide Programme de Gestion des Déchets Dangereux [*Hazardous Waste Management Program*] en 1979, avec la promesse de « répondre aux besoins de l'Industrie »³⁸. Les amendes de la DNR pour négligence ou pratiques dangereuses étaient toujours négociées à l'amiable et dans des termes favorables à l'entreprise qui se voyait exemptée d'obligations futures³⁹. Ainsi, jusqu'au début des années 1980, le Conseil au Commerce et à l'Industrie et le Département des Ressources Naturelles donnèrent la permission et la possibilité aux entreprises de demander à ce que les choix de localisation, les processus de production, les émissions et la décharge de déchets soient reconnus comme des affaires privées relevant du « secret industriel » et des prérogatives managériales.

Les entreprises chimiques des paroisses rurales comprenaient des cantons sans représentation municipale, des hameaux, des villages, de petites fermes ainsi que des plantations de sucre. Comme les paroisses rurales manquaient d'un véritable système de traitement des eaux usées, la population locale dépendait de fosses septiques. Soudain, cependant, ces gigantesques utilisateurs d'eau s'installèrent. La production de produits chimiques nécessitant l'usage constant de grands volumes d'eau et évacuant des quantités monumentales d'eaux usées et d'autres liquides de déchets, la Louisiane finit par devenir l'État le

37 Environmental Action Foundation, « Hazardous Wastes : Hidden Danger », *Garbage Guide*, RCRA Resource Guide No. 2, 1978, Ecology Center of Louisiana Records (Ci-après EC), Coll. 32, Boîte 69, Dossier : 11, Loyola University Special Collections, New Orleans, LA. Sur l'histoire des sites d'enfouissement des déchets, lire Rogers, Heather, *Gone Tomorrow : The Hidden Life of Garbage*, New York : The New Press, 2005.

38 Department of Natural Resources, *Hazardous Waste Bulletin*, vol. 1, no. 1 (Dec. 1979), EC Records, Coll. 32, Boîte 69, Loyola. Le journal *The New Orleans Times Picayune* déclarait littéralement que : « Le Département des Ressources Naturelles faisait son affaire de promouvoir l'industrie du pétrole et du gaz » dans l'article « Early Action Was Met with Disbelief », *The Times-Picayune*, Sept. 8, 1985, p. 18.

39 « Penalty Hike Refused for Stream Pollution », *State-Times*, 19 April 1974.

plus consommateur en eau pour l'industrie : plus de dix-mille-millions de litres par jour⁴⁰. L'infrastructure qui aurait permis de contrôler cette différence exponentielle entre les différents usages de l'eau et sa circulation n'existait tout simplement pas.

Quand le fleuve déborde ou que les pluies fortes s'abattent sur la région, un évènement récurrent sur le Mississippi et la Côte du Golfe, les eaux usées et d'assainissement se répandaient dans les bayous et marais alentours. Saint-Gabriel et Geismar sont situés sur des terres qui sont sous le niveau de la mer ce qui les rend particulièrement vulnérables aux ouragans et aux tempêtes tropicales. On exposa ainsi la population locale à une accumulation de déchets solides, de boues, et d'effluents liquides flottants. Les entreprises de l'industrie chimique utilisaient les canaux, des fossés et des tranchées pour acheminer les effluents liquides jusqu'aux bassins de stockage. Et les raffineries de pétrole utilisaient des carrières de sable, c'est-à-dire des sites non confinés⁴¹. Ainsi, à partir des années 1970, les produits chimiques s'infiltraient déjà dans les eaux souterraines et les nappes phréatiques des eaux potables. Dans les années 1970, toujours, quatre-vingt-quatorze-mille tonnes de produits polluants, y compris l'acide sulfurique et l'ammoniac, étaient refoulés dans l'air. Sans parler du contenu mystérieux des sites de déchets dont l'abandon peut être attribué aux usines pétrochimiques. Dix ans plus tard, les communautés de Geismar-Saint-Gabriel étaient apparemment confrontées à cent-quatre-vingt-dix-huit millions de livres de produits polluants dispersés dans l'air, dans l'eau et sur terre⁴².

Cependant, parce que les communes n'avaient aucun pouvoir pour taxer ces entreprises polluantes et que l'État avait accordé des allègements fiscaux illimités, il ne restait plus d'argent pour bâtir des systèmes modernes de traitement des eaux usées. Finalement, après que l'EPA fut créée, les paroisses civiles sollicitèrent auprès d'elle, vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, des subventions fédérales pour garantir le financement d'installations de traitement des égouts. Au milieu des années 1980, une rigoureuse recherche de terrain, menée par le Bureau d'étude Géologique de la Louisiane [*Louisiana Geological Survey*] et l'agence fédérale EPA allait conclure que la « Louisiane [était] mal équipée d'un point de vue hydraulique et climatique pour faire face aux méthodes de traitement et de décharge des déchets dangereux. Ces méthodes, critères d'implantation et procédures d'entretien, ne furent pas adaptées à la protection de la santé des citoyen·nes de l'État et au maintien de l'intégrité de l'environnement en général et des ressources en eau en particulier »⁴³. En effet, avant 1979, aucune réglementation étatique ne

40 U.S. Department of the Interior, U.S. Geological Survey, « Industrial Water Withdrawals By State, 2000 », Survey (Dec 2010) URL : <http://ga.water.usgs.gov/edu/wuin.html>, consulté le 20 Nov. 2019.

41 NDLT : Le terme non confiné est utilisé dans l'industrie du déchet pour parler des installations non étanches et non couvertes.

42 Snyder, David, « Wastes Chokes Scenic Bayou », *The Times-Picayune*, Sept. 10, 1985, p. 1.

43 Velma Campbell, MD, to Brenda Kelly, Memorandum : Draft Policy Statement for Land Disposal, Jan. 4, 1986, EC Records, Coll. 32, Boîte 69, Dossier 8, Loyola, New Orleans, LA. Cette note détaillée cite également le Louisiana Act 803 de 1984.

régissait la construction de fosses de décharge de déchets industriels⁴⁴. Au début des années 1980, on a estimé que les eaux souterraines étaient contaminées par au moins quarante-quatre des soixante-trois fosses de décharge connues. Les marécages de cyprès chauves étaient passés de « dégradés » à « en détresse », et de « en détresse » à « trépas ». Les nausées, les maux de tête, les yeux brûlants, les crampes d'estomac et les difficultés respiratoires firent désormais « partie de la vie courante » le long du grand fleuve Mississippi.⁴⁵

Les institutions carcérales n'avaient pas non plus de système d'épuration. En fait, toutes les institutions étatiques de détention regroupées dans ce couloir fluvial furent accablées par ce problème des risques causés par les égouts et l'assainissement. La ferme pénitentiaire décrépie de Saint-Gabriel, dans laquelle les femmes détenues résidèrent jusqu'en 1974, ne disposait d'aucun système de traitement des eaux usées et, selon les responsables, « ne répondait pas aux normes sanitaires minimales ». Les rapports annuels du Département des institutions soulignaient tout particulièrement que les eaux usées brutes stagnaient dans des fosses à ciel ouvert autour de la prison, que les toilettes refoulaient et débordaient, et que seulement la moitié des douches fonctionnait. Il n'y avait pas de climatisation⁴⁶. Avec des usines de l'industrie chimique et « d'élimination » de déchets de plus en plus nombreuses aux abords de la prison, les crues ne tardèrent pas à propager, en sus, des produits chimiques à ce mélange. Lorsque les inondations se retiraient, les eaux usées étaient rejetées dans le Mississippi. Les SISCY et le Centre correctionnel de Jetson étaient tous les deux situés dans les plaines inondables non constituées en société de Baton Rouge Est : en particulier là où vivent les communautés afro-américaines de Scotlandville et Baker. Leurs nouveaux voisins comprenaient Allied Chemical, Ethyl Corp, Enjay Corp, Exxon Chemical, Copolymer Rubber and Chemical, Hercules, Stauffer Chemical, Synmet Inc. et deux grands transformateurs de déchets : Rollins and Petro Processors Inc. Même lorsque le Ministère des Services Correctionnels ouvrit le nouveau Centre

44 NDLT : Les *waste pits* sont ici de grandes fosses non-étanches de décharge sauvage de déchets dangereux, parfois à ciel ouvert (open waste pits) : des fosses de décharge de déchets industriels ou décharges à ciel ouvert, et non pas des sites d'enfouissement des déchets qui sont des sites conformes à des normes, ici inexistantes.

45 Snyder, David, « Hazardous Waste Oozes into Water Supplies », *The Times-Picayune*, Sept. 8, 1985, Special Report on The Poisoned Land, p. 18; Snyder, David, « LA Cancer Rate : Due to Lifestyle or Pollution? » *The Times-Picayune*, Sept. 9, 1985, p. 1; Snyder, David, « Wastes Choke Scenic Bayous of St. Charles », *The Times-Picayune*, Sept. 10, 1985, p. 6. Sierra Club Delta Chapter, « A Preliminary Report to the Louisiana House Natural Resources Subcommittee on Oversight Concerning the Annual Dumping of Almost 200 Million Pounds of Toxic Chemicals in Geismar and Saint-Gabriel Community by Petrochemical Plants », Oct. 21, 1981, Larry Lynch Papers, P93-174, 9989, Boîte 1-P, Dossier : Air Pollution, LSA.

46 Sowers, Louis, « A Report to the Governor by Department of Institutions », 15 Oct. 1968, BCI, Boîte 7652. David Wade to Mary Evelyn Parker, 7 June 1967, Boîte 7652, Dossier : Division of Administration 1969, LSA. « Advisory Board Visits Angola », *State-Times*, 29 Jan. 1966. « Nat'l Business Women's Week Celebrated Here, Col. White is Speaker », *State-Times*, 20 Oct. 1967. « Prison on the Move », *Morning Advocate*, 21 Oct. 1973.

de Jetson, il le fit également ouvrir à proximité de fosses de décharges de déchets industriels, d'une ferme agricole et d'une décharge. Saint-Gabriel, Carville et la majeure partie de la paroisse d'Iberville se trouvaient dans des zones classées « à hauts risques » d'inondations régulières. Elles étaient également considérées comme des espaces de contamination et de dégradation, sociales et médicales. Que ce soit pendant les inondations ou dans les situations d'urgences chimiques, on n'évacua jamais les prisonniers-es. Leur destin se résumait à la punition et au confinement.

La nouvelle étape de la formation du capital : le commerce des déchets

Dès les années 1970, la Louisiane avait un clair problème de déchets toxiques, et pas simplement un problème de déchets. Pour les entrepreneurs avertis et avisés, la Louisiane représentait également l'opportunité de faire du business autour du déchet, en particulier lorsque le gouvernement fédéral introduisit un nouveau régime réglementaire avec la Loi pour l'Air Propre [*Clean Air Act*], l'EPA et la Loi pour l'Eau Propre [*Clean Water Act*]. Rollins-Purle Inc. arriva en Louisiane en 1969 pour se positionner comme un nouveau type d'industrie : une entreprise qui manipulerait et éliminerait uniquement les déchets industriels produits par l'industrie lourde. Originaire du New Jersey, Rollins-Purle passa plusieurs mois à se présenter aux représentants et aux cadres dirigeants de la Louisiane concernés, à tenir des conférences de presse et à courtiser les actionnaires pour leur présenter ses services. A huit kilomètres au nord de Baton Rouge, la société avait acquis le long de la Scenic Highway, cinquante-trois hectares qui s'étendaient jusqu'à la communauté afro-américaine d'Alsen. Cette industrie était située à cinq kilomètres de l'Université du Sud en Louisiane [*Southern University of Louisiana*], une université noire. Non seulement Rollins-Purle fit la demande d'un permis pour exploiter une usine régionale de traitement des déchets qui comprenait un incinérateur à déchets semi-solides et solides ainsi que des bassins de stockage et des décharges pour les déchets liquides, mais il sollicita aussitôt une exonération fiscale, en novembre 1969⁴⁷.

Bien que Rollins vantât sa capacité « à appliquer des méthodes chimiques, biologiques, et physiques de traitement et stockage des déchets à près de neuf-cent-quarante-six-mille litres de résidus concentrés par jour », en vérité, l'entreprise n'avait aucune expérience dans le traitement des déchets⁴⁸. En effet, il s'agissait en réalité de Rollins International, Inc., une entreprise de location de camions et de transport. Elle bénéficiait d'une vaste flotte de camions. L'entreprise était active dans le transport, la distribution et le stockage de produits en vrac pour d'autres entreprises. Elle louait également des camions et des automobiles, avant d'étendre ses activités aux services financiers⁴⁹. Projetant d'amasser cinquante

⁴⁷ Rollins-Purle Inc., Application No. 4747, 19 Nov. 1969, BCI Records.

⁴⁸ Rollins Press Kit, « Introducing Sludge Gulper : Sludge, Oil, Chemicals, Rollins-Purle Inc. A Complete Pollution Abatement Service », 1970, BCI Records, P79-279, A-P-5, Boîte 5, LSA.

⁴⁹ Voir « Company Profile : Rollins Inc. », BCI Records, Boîte 5, LSA. Rollins Leasing Corp : A Presentation By John W. Rollins Before the New York Society of Security Analysts, March 11, 1967, Boîte 5, LSA. « To the

millions de dollars de revenus sur ce marché et en promettant « un fantastique développement de la lutte contre la pollution », Rollins signa un accord de location avec Purle Brothers Holding Company of England, une entreprise spécialisée dans le ramassage et le traitement des déchets industriels. Au lieu d'une gestion en général fragmentée et locale des déchets, Rollins proposait un traitement à l'échelle de la région des déchets industriels : sa grande flotte de camions transportait les déchets de nombreuses usines industrielles, quoi qu'elles produisent, et les acheminait vers une installation de traitement centrale, afin de « Rendre les polluants industriels inoffensifs avant de les éliminer ». Au cours des dix années suivantes, Rollins-Purle se lança avec frénésie dans une multitude de fusions et d'acquisitions, rachetant de plus petites entreprises de transport de déchets ou des entreprises de transport routier. Une décennie plus tard, elle était devenue l'une des plus grandes compagnies nationales de transport et d'élimination des déchets. De même, Browning Ferris Machinery Co., basée au Texas, fusionna avec American Refuse Systems en 1969 pour devenir Browning-Ferris Industries. Cette entreprise commença également à acheter et se spécialiser dans l'élimination des déchets dangereux et elle devint l'une des premières sociétés d'élimination des déchets cotée en Bourse de New York⁵⁰.

Dans l'intention de desservir le couloir de la pétrochimie, de Bâton Rouge à la Nouvelle-Orléans, les dirigeants de Rollins International annoncèrent que le nombre en expansion rapide de fabricants de produits chimiques avait besoin de leur entreprise. Lors de la cérémonie d'inauguration de l'usine de traitement des déchets, le directeur exécutif du Département du Commerce de Louisiane reconnut que cette nouvelle étape de développement du capital – le traitement régional des déchets – rendrait à elle seule « cette zone encore plus attractive pour l'industrie ». La station d'élimination des déchets de Rollins à l'Est de Bâton Rouge « allait devenir le noyau d'un nouveau parc industriel pour desservir le Grand Bâton Rouge »⁵¹. En effet, en 1974, la société se rebaptisa, en toute modestie, Rollins Environmental Services Inc. [*Services Environnementaux de Rollins Inc.*]. Elle utilisa ensuite le slogan éhonté suivant : « Appelez-nous

Shareholders of Rollins Leasing Corp », Oct. 6, 1969, BCI Records, Boîte 5. Rollins Industries est entré en bourse en 1968 à la Bourse américaine. Par conséquent, en plus d'acheter des petites entreprises de traitement de déchet, Rollins fait l'acquisition d'International Bulk Terminals Inc. & Southern Tank Lines, un des premiers utilisateurs du transfert par train-camion.

⁵⁰ Voir Rollins Purle et Rollins Environmental Materials dans BCI Records, Boîte 5. « Rollins Leasing Forms Firm for Waste Disposal », *The Philadelphia Inquirer*, 20 décembre 1968, p. 34. « Profils d'entreprise : Rollins Leasing », *The Philadelphia Inquirer*, 15 octobre 1969, p. 25 ; Wallace, Andrew, « Firm Building Plant to Control Pollution », *The Philadelphia Inquirer*, 23 octobre 1969, p. 22. Plus généralement, voir Craig Colten et Peter Skinner, *The Road to Love Canal : Managing Industrial Waste Before EPA* (Austin : Univ. Of Texas Press, 1996).

⁵¹ Gray & Rogers Inc. Communiqué de presse, « New Pollution Control Could Figure in Economic Growth », 12 novembre 1969, BCI Records, Boîte 5, LSA.

par notre deuxième prénom »⁵². Le Comité consultatif des déchets dangereux de l'État des années 1980 insistait, lui aussi, sur « une opportunité d'avenir pour la Louisiane de partager la croissance des industries liées au contrôle et à l'élimination des déchets dangereux autrement que par des décharges »⁵³.

Rollins sut tirer bénéfice du manque de réglementation en Louisiane. Avec la paroisse est de Baton Rouge comme domaine, l'entreprise augmenta par la suite sa superficie de cent-trente-sept et cinquante-neuf hectares en bordure d'une vaste zone humide connue sous le nom de Devil's Swamp [Marécage du Diable] et située à seulement cinq kilomètres de la prison pour mineurs de Jetson. Rollins commença également à exploiter une « terre agricole » de déchets industriels à Baker-Scotlandville, la communauté historiquement noire de Jetson, et utilisa le Baker Canal, un cours d'eau qui longe la prison, pour y évacuer les déchets. L'agriculture terrestre en question était un processus par lequel les déchets de boues étaient dégradés par injection dans le sol et recouverts de terre. Rollins entretenait également des fosses de décharge de déchets industriels à ciel ouvert ainsi qu'un puits d'injection dans la paroisse d'Iberville. En 1980, le Département des Ressources Naturelles (DNR) signalait que la plupart des entreprises pétrochimiques de la Louisiane (quatre-vingt-treize entreprises) étaient clientes de Rollins. Au milieu des années 1980, Rollins stock devint l'un des plus gros succès de Wall Street⁵⁴.

Mais loin d'atténuer les problèmes de déchets dangereux en Louisiane, voire de les contenir, Rollins intensifia la soupe toxique Louisianaise jusqu'à ce qu'elle atteigne les paroisses fluviales habitées. Rollins approfondit l'assimilation de cette zone à la décomposition et la contamination. Il ne fallut pas longtemps pour que son inexpérience et son manque de connaissance sur les produits chimiques, sa négligence générale, et parfois des secrets frauduleux, ne finissent par nuire aux gens, aux animaux, et à l'écologie. Des années 1970 aux années 1980, les dangers générés par Rollins peuvent être groupés en cinq catégories : émissions toxiques, explosions, évacuations et fuites de déchets industriels liquides, réceptions et échanges illégaux de composés chimiques, et échec à nettoyer des accidents ou des décharges à l'abandon.

L'incinérateur de Rollins brûlait pêle-mêle des produits chimiques provenant de dizaines d'usines différentes. Une pratique qui causait de fréquentes émissions dangereuses. Les résident-es des quartier d'Alsen, de Scotlandville et de Baker à l'est de Baton Rouge firent l'expérience régulière d'odeurs nocives, de maux de tête, de crampes d'estomac, de troubles respiratoires, de vomissements et de plaies dans la bouche et la gorge. En effet, les mauvaises odeurs étaient si fortes, que les travailleurs et travailleuses avoisinant les usines de l'industrie chimique, comme Allied Chemical, portèrent plainte contre ces émissions. Les adjuvants problématiques pouvaient également causer des surcharges et le

52 Rollins Environmental Services Inc, « Call Us By Our Middle Name », Larry Lynch Papers, P93-174, 9989-2-P, Boîte 2.

53 Velma Campbell, MD, à Brenda Kelly, Mémoire : Draft Policy Statement for Land Disposal, 4 janvier 1986, EC Records, Coll. 32, Boîte 69, Dossier 8, Loyola, NOLA.

54 « Rollins Dump reçoit des déchets de partout aux États-Unis », Baton Rouge State-Times, 22 avril 1980.

dysfonctionnement des jauges et des installations, ce qui arrivait en effet, rejetant au passage plus de gaz dans l'air. Rollins dut fermer un de ses incinérateurs dédiés à la combustion d'hydrocarbures fortement chlorés en décembre 1976 parce qu'il ne pouvait atteindre les 20% de limite d'émissions visibles. Au cours de la décennie suivante, Rollins fit l'objet d'amendes, de mesures de restriction, de poursuites en justice à cause des émissions de vapeurs chimiques malodorantes. En 1985, faisant suite à un nouvel événement particulièrement scandaleux, le tout nouveau Département pour la Qualité de l'Environnement (DEQ) ordonna que l'établissement soit entièrement mis sous clef, en mettant au jour de nombreuses violations systémiques⁵⁵. Des mélanges irréguliers/incorrects causèrent également des explosions, ce qui entraîna à la fois des enquêtes de l'EPA et des poursuites judiciaires à l'encontre de l'entreprise⁵⁶.

Tout au long des années 1970 et 1980, Rollins avait été à l'origine de déversements accidentels ou de décharges sauvages délibérées d'huiles usagées, de boues et d'effluents dans les tranchées de drainage, les canaux, le Bayou de Baton Rouge, le Bayou Sorrel et le marécage de Devil's Swamp. L'utilisation de carrière de sable contribua aux infiltrations. Sa décharge South Landfill, en activité de 1971 à 1982, comptait vingt-quatre cuves de stockage de batteries usées pas suffisamment protégées ainsi que des liquides à l'air libre. Les barils de stockage éclataient et débordaient. Ces liquides parcouraient près de deux kilomètres à travers un canal de sable, contaminant au passage les eaux souterraines de ses voisins, y compris celles d'Allied Chemical Corp. Il est donc possible que l'établissement correctionnel de Jetson en ait subi les mêmes conséquences⁵⁷. L'établissement de Rollins et sa décharge se situaient à la frontière du marécage de Devil's Swamp, une zone humide faite d'eau fraîche qui représentait un véritable refuge pour une vie sauvage vibrante et s'étendait sur trente-et-un kilomètres carrés que les habitant-es utilisaient activement pour la pêche et le loisir. Il ne fallut pas longtemps pour que tout cela disparaisse. Petro Processors et Rollins l'encerclèrent d'immenses fosses de décharge de déchets industriels qui s'infiltrèrent dans le marécage. Mais il s'avère que Rollins l'utilisait aussi directement comme dépotoir. Sous couvert d'opérer des soi-disant traitements des déchets liquides dangereux avec des bactéries, l'usine de Rollins refoulait ensuite les effluents dans le marécage de Devil's Swamp. Comme ils étaient situés dans une plaine

55 Rebelle DEQ Captain Rocks the Boat », *The Times-Picayune*, 13 septembre 1985. « Prosperity in Paradise : What Was Once Pate's Paradise Now His Hell », *Baton Rouge Morning Advocate*, 25 avril 1985. « Rollins Seeks Hearing Over its Waste Site in Baton Rouge, LA », *Wall Street Journal*, 26 août 1985, LL Papers, Boîte 2, LSA. Dunne, Mike, « Norton Rejects Rollins 'Plan », *Baton Rouge Morning Advocate*, 20 août 1985, LL Papers Boîte 2. David Snyder, David, « Stench : Friendships and Dreams Killed by Fumes », *The Times-Picayune*, 8 septembre 1985, p. 17.

56 MK O'Reilly, « The Fate of PCB's in Rollins Environmental Services Plant Fire », mai 1978, Prepared for the Industrial and Environmental Research Laboratory, Office of Research and Development, US Environmental Protection Agency. US EPA, « Hazardous Waste Disposal Damage Reports », juin 1976. *Ashland Oil Inc. c. Miller Oil Purchasing c. Rollins Inc.*, 678 F. 2d 1293, Cour d'appel (3e circuit 1982).

57 « Rollins Order to Fix Ground Water Problem », *States-Times*, 4 mai 1989.

d'inondation du fleuve Mississippi, les bassins d'évacuation s'y déversaient dès que l'eau montait : la pollution du marécage se répandit ainsi dans le fleuve.

Les premières évaluations de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) et du Département pour la Qualité de l'Environnement (DEQ) eurent lieu dans les années 1980 et révélèrent que le site marécageux de Devil's Swamp était pollué de produits chimiques dangereux jusqu'à atteindre, pour la toxicité, longévité, quantité, et le manque d'endiguement naturel ou artificiel, les plus hauts taux possibles dans le Système de mesures des émissions dangereuses HRS [*Hazardous Ranking System*]. La faune avait disparue. La flore était desséchée : des cyprès morts dérivèrent sur le marécage. On ne pouvait pas vraiment appeler cela du « traitement des déchets ». Une décision de justice chercha à faire fermer l'accès public aux eaux du marécage. Le gouvernement fédéral finit par prendre le relais en faisant de cette zone un site du Superfund, et dut consacrer plus de vingt ans à la nettoyer et la réhabiliter⁵⁸.

Une fois que Rollins eut créé son territoire domanial de déchets, les dirigeants de l'entreprise réalisèrent qu'ils pouvaient réaliser des contrats pour importer des déchets dangereux extérieurs à l'État et les enterrer une bonne fois pour toutes dans les zones humides et les anciennes terres de canne à sucre de la Louisiane. Au début, ils le faisaient en secret et en dehors du circuit légal. L'un de ces premiers arrangements consistait à faire venir de la Dioxine, depuis le site dangereux et contaminé du Missouri. La Dioxine est souvent décrite comme « l'impureté artificielle la plus toxique » de l'Agent Orange, l'un des six désherbants arc-en-ciel déversés par les troupes armées états-uniennes pendant la guerre du Viêt Nam⁵⁹. Ces acheminements de Dioxine vers la Louisiane étaient tout à fait illégaux et, comme il a été révélé par la suite, extrêmement dangereux. Ce composé chimique n'aurait en aucun cas dû être mélangé aux autres produits en réserve dans leurs installations. Rollins dut s'en débarrasser en douce et l'ensevelir quelque part en dehors du site. Mais au cours des années 1970, le site d'épandage de l'entreprise accueillit progressivement des déchets en provenance de dix-sept autres États. Puis, en 1984, Rollins Environmental Services, Inc. fit une demande de permis pour la collecte des polychlorobiphényles (PCB's) en provenance d'autres États et pour leur stockage dans la zone communautaire d'Alsen de Bâton Rouge Est. Deux autres

⁵⁸ Jerry Spier, président du Hazardous Waste Committee, Delta Chapter Sierra Club, à Martha McKee, cheffe du Superfund Site Assessment Section, EPA Region VI, 19 août 1986, LL Papers, 9990-2-P, Boîte 2, Folder : Devil's Swamp, Rollins / Petro Processors, Archives d'État. Baton Rouge Morning Advocate, 25 avril 1985. Bob Anderson, « DEQ to Close Section of Devil's Swamp », Baton Rouge Morning Advocate, 31 juillet 1986. Beaucoup d'articles de journaux sur Devil's Swamp! Voir aussi EPA Superfund Site, « Devil's Swamp Lake, Scotlandville, LA », Superfund Site Profile,

<https://cumulis.epa.gov/supercpad/SiteProfiles/index.cfm?fuseaction=second.Cleanup&id=0600652#bkgro> und, consulté en décembre 24, 2018.

⁵⁹ NDLT : Ces herbicides furent développés par Dow Chemical et Monsanto dans le cadre du projet AGILE pour l'armée américaine, et utilisés durant l'opération Ranch Hand dans les épandages défoliants de contre le Viet Cong, entre 1962 et 1971.

entreprises suivirent le mouvement. On retrouva par conséquent des BPC's dans le marécage de Devil's Swamp. Deux ans plus tard, Dow Chemical fit une demande d'autorisation pour la réception de déchets dangereux de composés chimiques d'autres entreprises « sur des bases commerciales » et commença à les entreposer dans la Paroisse d'Iberville, où trois incinérateurs étaient déjà en fonctionnement. Les décideurs de Dow réalisèrent alors qu'ils pourraient eux aussi profiter d'une nouvelle source de profit⁶⁰. Par conséquent, juste au moment où d'autres États tentaient désespérément de se débarrasser de ces composés hautement toxiques et non-dégradables, les entrepreneurs du déchet se positionnèrent sur ce nouveau secteur de la Louisiane – depuis longtemps un site historique de relégation, de confinement, d'enclosure et de coercition – au cœur d'une économie politique nationale du déchet en pleine expansion et consolidation.

Réponses et actions citoyennes

Les résident·es de la zone empoisonnée créée par ces entreprises avaient bien entendu conscience du racisme inhérent à ces décisions et ces activités. Amanda Lee, une résidente afro-américaine d'Alsen, a fait un portrait aiguisé des raisons pour lesquelles elle et sa communauté avaient subi de façon inique les conséquences de cette pollution : « Chez Rollins, ils nous donnèrent les usines, [la décharge de] Devil's Swamp, l'aéroport, la prison paroissiale. Ils n'auraient jamais installé l'usine de Rollins à Sherwood Forest ou la Villa Del Rey⁶¹... Pour eux, ici, nous ne sommes qu'une bande de personnes Noires... ». Et leur avocat de préciser que l'entreprise avait fait le calcul suivant : « Voici un lieu où les gens ne risquent pas de se plaindre ». La coalition d'Alsen exigea de Rollins qu'il paie pour une clinique. Mais, au lieu de ça il fit un don de cent-vingt-cinq-mille dollars pour la tenue d'un événement sportif national⁶².

La population locale fut tout sauf passive face à ces attaques écologiques et sanitaires. Au début de la moitié des années 1970 et jusqu'aux années 1980, des centaines de personnes écrivirent régulièrement aux membres du Congrès qui les représentaient pour les enjoindre à intervenir et à bloquer la délivrance de nouveaux permis de décharger des déchets dans les petits plans d'eau et dans le Golf. Ils écrivirent aux représentant·es de l'État, au gouverneur et au procureur général pour dénoncer les décharges sauvages, les conditions de vie autour des fosses de décharge de déchets industriels et des incinérateurs, leurs problèmes de santé et les augmentations visibles de cancers et de fausses-couches. Les résident·es en colère allèrent jusqu'à incendier le seul pont menant à l'immense fosse de décharge à ciel ouvert. Le fait est que les Blancs et les Noirs de ces zones rurales exigeaient que l'État intervienne et

⁶⁰ Department of Environmental Quality, « Notice : Fact Finding Hearing », 1986, Larry Lynch Papers (ci-après LL), P93-174, 9989, Boîte 1-P, Folder : Fact Finding, LSA.

⁶¹ NDLT : Deux quartiers résidentiels plus confortables de Bâton Rouge

⁶² Culpeper, Steve, « Alsen Residents Suing Rollins Complain Noxious Fumes Back », *Baton Rouge State-Times*, 30 juillet 1985. Sur la race et le site de traitement des déchets, voir Robert Bullard, *Dumping in Dixie*.

agisse de manière combative. Des maires, des jurys de police et des employé·es des petites villes rurales écrivirent également aux hauts fonctionnaires pour dénoncer ces problèmes. Les jurys de police adoptèrent des résolutions officielles⁶³. Cependant il n'y eut aucune réponse de la part des hauts-fonctionnaires de l'État : lorsque des audiences publiques étaient organisées, les représentants de l'État ne s'y montraient jamais⁶⁴.

Les résident·es formèrent de nombreux groupes de soutien communautaire dans les paroisses, tout le long du Mississippi, comme AWARE (Résident·es de la Paroisse Ascension contre les Déchets Toxiques à Geismar) dans la paroisse d'Iberville et la Coalition pour l'action communautaire à Bâton Rouge. Les femmes jouèrent un rôle clef dans la formation de ces groupes de soutien. Étant donné que les représentants de l'État semblaient principalement protéger l'industrie, les groupes communautaires se rapprochèrent les uns des autres et formèrent une alliance avec l'EPA fédérale. L'EPA leur fit parvenir de l'assistance et des informations techniques, tandis que les militant·es s'engagèrent dans un processus d'autodidactie et d'éducation populaire, en organisant des ateliers locaux, des symposiums, et des colloques, et ce depuis 1979⁶⁵. En effet, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) les aida astucieusement à mettre sur pied un mouvement citoyen appelé *Waste Alert !*, ou Alerte aux Déchets ! Il s'agissait d'une coalition de groupes militants qui allait construire une base de connaissances, de compétences, de compréhension et aussi permettre l'organisation d'une participation citoyenne sur le terrain en mettant à leur disposition les moyens de défendre localement la nouvelle loi fédérale sur la conservation et la réparation des ressources. Cette loi, en plus de surveiller les résidus chimiques et de classer certaines substances comme dangereuses, a également rendu obligatoire l'élimination de toutes les formes de stockage terrestre des déchets dangereux. Alerte aux Déchets ! mis l'accent sur la participation citoyenne aux prises de décision concernant la gestion des déchets dangereux au niveau municipal et commercial. Les groupes communautaires et les membres du syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'énergie atomique se tournèrent également vers l'Administration fédérale de la Sécurité et la Santé au Travail, pour qu'elle intervienne et restreigne les pratiques des entreprises⁶⁶.

63 Voir par exemple les lettres adressées au représentant américain David Treen, datant de 1973-1974. Des centaines de lettres de colère sur la demande de DuPont pour les rejets de déchets. Voir aussi les papiers de David Treen en tant que gouverneur au début des années 1980 : David Treen Paper, Coll. 651, Boîte 341, Dossier : EPA. Il est aussi possible de consulter : Ecology Center of Louisiana Records, Coll. 32, Collections spéciales de l'Université Loyola, NOLA. Peyton Davis, « A Death in Louisiana », *EPA Journal*, vol. 5 : 2 (février 1979), 14-16.

64 « Tragic Death May Be Disguised Blessing », *The Times-Picayune*, 13 juin 1979.

65 Il existe de nombreux bulletins et brochures de groupes militants, ainsi que des annonces dans les Larry Lynch Papers, P93-174, 9989, Boxes 1 & 2, LSA. Voir également McGurty, Eileen, *Environmentalism : Warren County, PCBs, and the Origin of Environmental Justice*, Rutgers University Press, 2009.

66 Collection LL, P93-174, 9989, Boîte 1. EC Records, Coll. 32, Boîte 40, Dossier 10. Boîte 41, Dossiers 5, 12 et 14. Boîte 70, Dossier 1. Sur Alerte aux Déchets! voir « Memo : Waste Project, National Wildlife Federation to

Les résident-es militant-es commencèrent également à faire appel aux tribunaux. La population d'Alsen intenta un recours collectif pour entraver la requête de Rollins de brûler des PCBs dans le voisinage. Le recours collectif et une audience publique militante forcèrent Rollins à retirer sa demande en décembre 1984 – du moins provisoirement. Le groupe écologique de Bâton Rouge, RESTORE, saisit le premier Circuit de la Cour d'appel de Louisiane en octobre 1986. Les incidents impliquant Rollins commencèrent à beaucoup plus retenir l'attention des médias et de l'État. Au final, des groupes organisés firent pression pour obtenir la mise en place d'un Département pour la Qualité de l'Environnement en Louisiane, qui pendant quelques années, dans les années 1980, devint leur partenaire et leur porte-parole⁶⁷.

Toxicité Carcérale

L'ampleur des déchets industriels déversés dans le fleuve Mississippi finit par attirer l'attention de l'État sur la qualité de l'eau potable du Sud-Est de la Louisiane. L'EPA avait commencé une étude essentielle de la région qui longe le bas Mississippi en 1972. Partant de Bâton Rouge pour continuer vers le nord, l'enquête de l'EPA avait trouvé que l'eau potable, tout comme la pêche destinée à la vente et à la consommation, étaient contaminées de façon substantielle. Elle fit la découverte de déchets industriels en provenance de plus de soixante usines différentes sur les bords du Mississippi. Au cours de la décennie suivante, on peut observer que ce sont les entreprises en haut de liste pour le déversement quotidien de

Subscribers to the Rural Solid Waste Newsletter », décembre 1979, EC Records, Coll. 32, Loyola. Voir également Lawson, Carol, « Waste Alert ! », *EPA Journal*, vol. 5 : 2 (février 1979). Sierra Club Delta Chapter, « A Preliminary Report to the Louisiana House Natural Resources Sous-Committee on Oversight Concerning Annual Dumping of Near 200 Million Pounds of Toxic Chemicals into the air in Geismar and Saint-Gabriel Communities », 21 octobre 1981 et les communiqués de presse dans les LL Papers, 9989, Boîte 1-P. Voir McFarland, Peggy, et Tucker, Susan, *Women Pioneers of the Louisiana Environmental Movement*, Jackson, University Press of Mississippi, 2013; Lerner, Steve, *Diamond. Op. cit.* ; Lerner, Steve, *Sacrifice Zones. Op. cit.* ; Houck, Oliver, « Save Ourselves », *art. Cit.*.

⁶⁷ Ascension Parish Residents Against Toxic Pollution v. Martha Nadden, DEQ, « Motion for Preliminary and Permanent Injunction », EC Records, Coll. 32, Boîte 96.5, Dossier 4. State v. Rollins Environmental Services, Inc., Supreme Court of Louisiana, May 18, 1981, No. 80-K-2968. Environmental Control Com v. Browning-Ferris Industries, Court of Appeal of Louisiana, First Circuit, Dec. 28, 1983, No. 83 CA 0855. « Environmental Group Appeals Rollins Findings », *Baton Rouge Morning Advocate*, Oct. 29, 1986, LL Papers, Boîte 2. Coalition for Community Action, « The Alsen Story : People v. PCBs », 1984, LL Papers, P93-174, 9989, Boîte 1-P, Dossier : Misc. Pollution/Chemical Propaganda, LSA.

hautes concentrations de métaux lourds et matières chimiques organiques et non-organiques dans le fleuve qui encerclaient également les prisons LCIW, Elayn Hunt, Carville et Jetson⁶⁸.

L'attention des défenseurs et défenseuses des droits des prisonniers et prisonnières s'est portée sur les effets néfastes des conditions de vie au sein des prisons. Mais dans le cas du sud-est de la Louisiane, c'est aussi l'environnement extérieur des prisons qui doit être remis en cause. Purgeant de longues peines à l'ombre des fumées de cheminées industrielles, les populations incarcérées et confinées de Louisiane passèrent beaucoup de temps à inhaler et à consommer des produits chimiques. Avec un zeste de cruauté typiquement américain, les personnes incarcérées se voient facturer une quote-part de leur frais médicaux - visites de médecins, médicaments, soins dentaires et autres services de santé. La quote-part varie entre 2,50 dollars et 3,00 dollars. Il faut garder en tête que les femmes qui travaillent dans l'usine de confection de la LCIW gagnent entre 0,40 et 0,63 dollars de l'heure. « Ces quotes-parts qui entament une portion importante des revenus carcéraux font réfléchir à deux fois avant de chercher à se faire soigner ». Leur mise en application toxique est intensifiée par un autre facteur : les conditions de la libération conditionnelle. En effet, les politiques de libération conditionnelle peuvent exiger que les personnes libérées restent dans le comté. La sortie de prison n'offre donc aucune échappatoire possible à la nocivité toxique de l'environnement⁶⁹.

En 2016, de fortes pluies ainsi que la montée du fleuve Mississippi provoquèrent des inondations massives en direction du nord jusqu'à Bâton Rouge. Les eaux de crue sont montées si haut, jaillissant dans la prison LCIW, que, pour la première fois, les femmes furent évacuées. Les chaînes d'information télévisées montraient des milliers d'entre elles faisant la queue avec de l'eau jusqu'aux genoux. Elles attendaient les bus pénitentiaires en tenant tout ce qu'elles possédaient dans un sac en plastique. Vers où furent-elles évacuées ? Vers le centre correctionnel abandonné pour jeunes de Jetson, à Bâton Rouge Est. Un mois plus tard, dans la plupart des sections de la prison LCIW l'eau atteignait toujours un à un mètre cinquante de haut. Muni de hautes bottes de protection, le secrétaire du Département des Services Correctionnels, Jimmy LeBlanc, entreprit une tournée avec les journalistes. Il souligne les dégâts causés par l'eau et l'humidité sur les installations : « Les dalles du plafond commencent à onduler en raison de l'absorption de l'humidité et de la moisissure » déclare LeBlanc. Mais il emmène ensuite les journalistes dans un autre secteur de la prison : l'usine de confection. Il explique que la prison pour femmes possède l'une des trois usines de confection pour tout l'État. Celle de Saint-Gabriel est la plus grande. « Elles fabriquent le linge, les draps, les taies d'oreiller, les combinaisons, les vêtements pénitentiaires [de tout l'État] », dit LeBlanc. Il est soulagé de voir que la majorité des objets sont à l'étage et que les dégâts ne sont pas importants. Il est

68 « EPA, Industrial Pollution of the Lower Mississippi River in Louisiana », EPA Region VI Surveillance and Analysis Division, April 1972, nepis, epa.gov. Ibid. EPA, Hazardous Waste Groundwater Task Force Evaluation of Waste Management Inc., Carlyss, Louisiana (EPA & LA Department of Environmental Quality, Sept. 1987).

69 Sawyer, Wendy, « The Steep Cost of Medical Co-Pay in Prison Puts Medical Care At Risk », *Prison Policy Initiative*, <https://www.prisonpolicy.org/blog/2017/04/19/copays/>, consulté le 23 novembre 2019.

impératif que l'usine de confection soit opérationnelle le plus rapidement possible. Le temps de travail perdu équivaut déjà à une perte financière de trois-cent mille dollars. Il ne fait état d'aucune information de santé publique ou de conséquences médicales. Il conclut simplement : « Il faut que l'eau se retire, remettre l'électricité en marche, puis il nous sera possible de rouvrir l'usine de confection »⁷⁰. Les phénomènes toxiques, le confinement, et le travail non libre convergeaient toujours en un lien inextricable. Avec un regard tourné vers l'avenir, la Louisiane pourrait continuer à absorber les conséquences de ce qui, sans aucun doute, a représenté l'expansion de l'industrie du déchet.

⁷⁰ Thomas, Rachel, « Louisiana Correctional Institute for Women Evacuated in St. Gabriel », *WAFB*, 16 août 2016 [Enligne: <https://www.wafb.com/story/32773271/louisiana-correctional-institute-for-women-evacuated-in-st-gabriel/>]; Chawla, Kiran, « Hundreds of Evacuated Female Inmates Transferred to Closed EBR Youth Center », *WAFB*, 10 septembre 2016 ; Chawla, Kiran, « Mold Growing inside Women's Prison Where Flood Waters Refuse to Subside », *WAFB*, 24 août 2016.